

TRADUCTION

F. 94 — 2033

[S-C — 35903]

4 MAI 1994. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 4 avril 1990 fixant les conditions d'agrément des centres d'aide sociale résidentielle et réglant l'octroi de subventions à ces centres

Le Gouvernement flamand,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 5, § 1er, II, 2^o, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 4 avril 1990 fixant les conditions d'agrément des centres d'aide sociale résidentielle et réglant l'octroi de subventions à ces centres, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 7 novembre 1990, 14 juillet 1993 et 15 décembre 1993;

Vu l'accord du Ministre flamand qui a le budget dans ses attributions, donné le 28 avril 1994;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu de déroger d'urgence aux normes en matière de cadres du personnel des centres d'aide sociale résidentielle pour permettre à ces centres d'engager en temps utile des membres du personnel supplémentaires au cours de l'année 1994, de manière qu'ils puissent faire face à la pression suscitée par l'excès de travail;

Sur la proposition du Ministre flamand des Finances et du Budget, des Etablissements de Santé, de l'Aide sociale et de la Famille;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1er. L'article 13 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 4 avril 1990 fixant les conditions d'agrément des centres d'aide sociale résidentielle et réglant l'octroi de subventions à ces centres est complété comme suit :

« Afin de compléter le cadre du personnel précité et dans les limites des crédits budgétaires, le Ministre peut attribuer quatre-vingts membres du personnel supplémentaires aux centres d'aide sociale résidentielle, en fonction de leurs besoins et conformément aux priorités de la politique menée par lui.

Ces membres du personnel devront remplir les conditions requises de capacités professionnelles définies dans l'annexe 1er au présent arrêté. »

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1994.

Art. 3. Le Ministre flamand qui a l'assistance aux personnes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 mai 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Finances et du Budget, des Etablissements de Santé,
de l'Aide sociale et de la Famille,

Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 94 — 2034

[S-C — 29280]

26 AVRIL 1994. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 novembre 1991 relatif aux dossiers pédagogiques des sections et unités de formation de l'Enseignement de promotion sociale de régime 1

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment les articles 10, 11, 12, 13, 17, 19, 27, 28, 30, 41, 42, 43, 44, 45, 75, 102, 105, 136 et 137;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 novembre 1991 relatif aux dossiers pédagogiques des sections et unités de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 avril 1992 portant délégation de compétences en matière d'enseignement de promotion sociale;

Vu l'urgence;

Considérant que les dossiers pédagogiques approuvés par le Gouvernement le 23 juillet 1993, sur avis conforme de la Commission de concertation, sont d'application dans certains établissements d'enseignement de promotion sociale depuis le 1er septembre 1993;

Considérant qu'il est urgent de simplifier la procédure en matière de programmation de sections ou d'unités de formation dont les dossiers pédagogiques sont approuvés conformément aux articles 136 ou 137 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale.

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,

Arrête :

Article 1er. L'article 1er, 5°, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 novembre 1991 relatif aux dossiers pédagogiques des sections et unités de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1 est supprimé.

Art. 2. L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 4. Le dossier pédagogique de l'unité de formation comporte les éléments suivants :

1° l'intitulé;

2° les finalités générales et particulières;

3° les capacités préalables requises;

4° l'intitulé du(des) cours ainsi que son (leur) classement en cours généraux, cours techniques, cours spéciaux, pratique professionnelle, cours techniques et de pratique professionnelle, cours de psychologie, pédagogie et méthodologie ainsi que le nombre de périodes qui sont attribuées à chacun d'eux.

L'intitulé du cours doit être tel qu'associé à sa classification, il soit possible de déterminer sur quel nombre d'élèves se calcule le nombre d'unités d'ajustement;

5° le classement de l'unité, selon le cas :

— en unité de transition ou de qualification dans l'enseignement secondaire;

— suivant le degré de l'enseignement secondaire;

— suivant la catégorie de l'enseignement supérieur, sur avis conforme du Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale préalable à l'introduction du dossier pour approbation, selon le cas, par le Gouvernement de la Communauté française ou par l'Administration de l'enseignement de promotion sociale.

Le Conseil supérieur rend son avis dans un délai de 10 jours calendrier à compter du jour de la demande d'avis transmise par le secrétariat permanent de la Commission de concertation;

6° les éventuelles recommandations pédagogiques ou de sécurité relatives à la constitution des groupes;

7° les capacités terminales;

8° chargé(s) de cours : professeur(s) et/ou expert(s).

Lorsqu'il s'agit d'un expert, il est nécessaire d'en préciser le profil.

Lorsqu'il est prévu de recruter un professeur ou un expert, il est recommandé que le professeur qui serait recruté corresponde au profil tel que défini au dossier pédagogique;

9° lorsqu'il s'agit d'une unité de formation « épreuve intégrée », s'il échet, le délai maximum entre la délivrance des attestations et leur prise en compte pour la participation à l'épreuve intégrée est mentionné;

10° lorsque l'unité de formation comporte des activités d'enseignement visées à l'article 2, 4°, d, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 1993 portant règlement général des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de régime 1, le nombre de périodes de ces activités entrant en ligne de compte pour la délivrance des titres est précisé.

Art. 3. A l'article 5 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1er est complété par la disposition suivante : « 3°. contribuer à couvrir le contenu minimum de l'unité de formation. »;

2° le § 2, alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante : « § 2. Les unités de formation « épreuve intégrée », visées dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 1993 portant règlement général des études de l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1 ou de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 1993 portant règlement général des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de régime 1, ne comportent pas de part d'autonomie ».

Art. 4. L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 6. Les finalités et les objectifs des unités de formation sont exprimés en termes de capacités.

Les capacités sont exprimées, suivant le cas, en termes de savoirs, de savoir-faire et/ou de savoir être.

Après fixation des capacités préalables requises, possibilité est donnée de préciser certains titres d'études qui peuvent en tenir lieu.

S'il échet, des finalités particulières et les capacités préalables requises peuvent se limiter à la référence à des exigences administratives ou réglementaires. ».

Art. 5. Dans l'article 7, alinéa 1er, du même arrêté, les mots « dont modèle en annexe 1 » sont remplacés par les mots « ou *bis* — stage/épreuve intégrée/Art. 117 du décret/alternance dont modèles respectivement en annexe 1 et en annexe 3. ».

Art. 6. L'article 8 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 8. Le dossier pédagogique d'une section comporte les éléments suivants :

1° l'intitulé;

2° les finalités générales et particulières;

3° l'énumération des unités de formation constitutives de la section;

4° l'énumération des unités déterminantes visées à l'article 2, 11° des arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 1993 précités »;

5° le titre délivré à l'issue de la section. S'il échet, ce titre vise un profil professionnel.

6° les recommandations en matière de modalités de capitalisation des attestations de réussite des différentes unités de formation constitutives de la section et les liaisons entre elles;

7° le classement de la section, selon le cas : suivant le degré de l'enseignement secondaire; suivant la catégorie de l'enseignement supérieur, sur avis conforme du Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale préalable à l'introduction du dossier pour approbation, selon le cas, par le Gouvernement de la Communauté française ou par l'Administration de l'enseignement de promotion sociale.

Le Conseil supérieur rend son avis dans un délai de 10 jours calendrier à compter du jour de la demande d'avis transmise par le secrétariat permanent de la Commission de concertation;

8° le profil professionnel, lorsqu'il s'agit d'une section d'enseignement supérieur de type court comprenant au moins 1200 périodes d'activités d'enseignement.

Art. 7. L'article 10 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 10. Les finalités des sections sont exprimées en termes de capacités.

S'il échet, des finalités particulières peuvent se limiter à la référence à des exigences administratives ou réglementaires.

Les capacités sont exprimées, suivant le cas, en termes de savoirs, de savoir-faire et/ou de savoir être. ».

Art. 8. L'article 14 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 14. Chaque réseau d'enseignement propose les dossiers pédagogiques et les adresse en quatre exemplaires à l'Administration de l'enseignement de promotion sociale.

Le délai de 20 jours calendrier visé à l'article 23 du présent arrêté ainsi que le délai de 10 jours calendrier visés aux articles 4 et 8 du présent arrêté sont suspendus durant les périodes prévues à l'article 1er, § 8 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel que modifié.

A partir du 1er septembre 1994, le délai de 20 jours calendrier susmentionné est porté à 25 jours calendrier. ».

Art. 9. L'article 16 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 16. Les sections et unités de formation de l'enseignement de promotion sociale pour lesquelles il n'existe pas encore de dossiers de référence approuvés par le Gouvernement sur avis conforme de la Commission de concertation sont approuvées ou refusées sur la base des dossiers pédagogiques visés à l'article 15.

Ces sections ou unités de formation sont approuvées ou non, à titre provisoire. Les sections de l'enseignement supérieur comportant moins de 750 périodes d'activités d'enseignement, hormis les stages, sont approuvées ou non, à titre provisoire sur avis conforme de la Commission de concertation.

Délégation est donnée au directeur d'Administration de l'Enseignement de promotion sociale pour approuver ou non, à titre provisoire, ces sections ou unités de formation.

Tout refus d'une section ou unité de formation est dûment motivé.

La décision est communiquée, sans délai, au réseau, au pouvoir organisateur ou au chef d'établissement dans le cas de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française.

Cette décision est communiquée, sans délai, à la Commission de concertation qui peut l'évoquer. Dans ce cas, l'examen de ce dossier est inscrit à l'ordre du jour des travaux de cette Commission.

L'examen des dossiers pédagogiques des sections de l'enseignement supérieur de moins de 750 périodes, visées au présent article est inscrit à l'ordre du jour des travaux de la prochaine réunion de ladite Commission.

Toute approbation d'une section ou unité de formation est communiquée, sans délai, aux différents réseaux d'enseignement visés à l'article 13 du présent arrêté. Cette communication s'accompagne de l'envoi auxdits réseaux du dossier pédagogique complet tel qu'approuvé. Chacun des réseaux peut, en ce qui le concerne, décider que ce dossier est également adopté, à titre provisoire, par son réseau d'enseignement.

Le dossier d'une section ou d'une unité de formation refusé peut être réintroduit, après révision, suivant la procédure prévue aux articles 13 et 14 du présent arrêté. »

Art. 10. Dans l'article 19 du même arrêté, les mots « articles 20, 21, 22 et 23 » sont remplacés par les mots « articles 20 et 22 ».

Art. 11. L'article 20 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 20. Lorsqu'un pouvoir organisateur ou un chef d'établissement, dans le cas de l'enseignement de la Communauté française, décide de programmer une section ou une unité de formation dont le dossier de référence a été approuvé par le Gouvernement, sur avis conforme de la Commission de concertation, il adresse uniquement et en quatre exemplaires, via son réseau, avant la date d'ouverture, à l'Administration de l'enseignement de promotion sociale le document 8bis simplifié, 8ter simplifié ou 8bis — stage/épreuve intégrée/Art. 117 du décret/alternance simplifié, relatif à cette section ou unité de formation (annexe 4, annexe 5 ou annexe 6). L'Administration prend acte de cette décision et vise le document simplifié.

Ce document est annexé au dossier pédagogique complet conservé au siège de l'établissement. ».

Art. 12. L'article 21 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 21. Lorsqu'un pouvoir organisateur ou un chef d'établissement, dans le cas de l'enseignement de la Communauté française, décide de programmer une section ou une unité de formation pour laquelle il n'existe pas de dossier pédagogique approuvé par le Gouvernement, sur avis conforme de la Commission de concertation, mais pour laquelle il existe un dossier pédagogique approuvé à titre provisoire, pour le réseau auquel appartient l'établissement concerné, il adresse uniquement et en quatre exemplaires, via son réseau, avant la date d'ouverture, à l'Administration de l'enseignement de promotion sociale, le document 8bis simplifié, 8ter simplifié ou 8bis — stage/épreuve intégrée/Art. 117 du décret/alternance simplifié dûment complété (Annexe 7, annexe 8 ou annexe 9). L'Administration prend acte de cette décision.

Ce document est annexé au dossier pédagogique complet conservé au siège de l'établissement. ».

Art. 13. L'article 22 du même arrêté est abrogé.

Art. 14. L'article 23 du même arrêté en devient l'article 22. In fine de cet article, les mots « section existante » sont remplacés par les mots « structure existante au moyen des documents 8bis simplifié, 8ter simplifié ou 8bis — stage/épreuve intégrée/Art. 117 du décret/alternance simplifié relatif à cette structure. ».

Art. 15. L'article 24 du même arrêté en devient l'article 23. Dans cet article sont apportées les modifications suivantes :

- 1° les mots « ou à l'article 22, alinéa 1er » sont supprimés;
- 2° les mots « lorsque le délai de vingt jours mentionné à l'article 14 ou à l'article 20 » sont remplacés par les mots « lorsque, selon le cas, le délai de vingt ou de vingt-cinq jours calendrier mentionné à l'article 14. »;
- 3° un deuxième alinéa libellé comme suit est ajouté : « Par dérogation à l'alinéa précédent, les sections de l'enseignement supérieur comportant moins de 750 périodes d'activités d'enseignement, hormis les stages, ne peuvent être ouvertes que dès le moment où le pouvoir organisateur ou le chef d'établissement, dans le cas de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française, est en possession du document visé tel que mentionné à l'article 16, alinéa 1er ».

Art. 16. Les articles 25 et 26 du même arrêté en deviennent respectivement les articles 24 et 25.

Art. 17. Le présent arrêté produit ses effets le 15 mai 1994.

Bruxelles, le 26 avril 1994.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :
Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,

M. LEBRUN

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 94 — 2034

[S-C — 29280]

26 APRIL 1994. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 november 1991 betreffende de pedagogische dossiers van de opleidingsafdelingen en -eenheden in het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, inz. op de artikelen 10, 11, 12, 13, 17, 19, 27, 28, 30, 41, 42, 43, 44, 45, 75, 102, 105, 136 en 137;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 november 1991 betreffende de pedagogische dossiers van de opleidingsafdelingen en -eenheden in het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 april 1992 houdende bevoegdheids-overdracht inzake het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op de dringende noodzaak;

Overwegende dat de pedagogische dossiers op 23 juli 1993 door de Regering goedgekeurd op eensluidend advies van de Overlegcommissie, sinds 1 september 1993 van toepassing zijn in bepaalde onderwijsinrichtingen voor sociale promotie;

Overwegende dat het dringend is de procedure te vereenvoudigen inzake de programmatie van opleidingsafdelingen of -eenheden waarvan de pedagogische dossiers goedgekeurd werden overeenkomstig artikel 136 of 137 van het decreet d.d. 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1, 5° van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap dd. 18 november 1991 betreffende de pedagogische dossiers van de opleidingsafdelingen en -eenheden van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 wordt opgeheven.

Art. 2. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 4. Het pedagogisch dossier van de opleidingseenheid omvat de volgende elementen :

1° de titel;

2° de algemene en bijzondere doeleinden;

3° de vereiste voorafgaande bekwaamheid;

4° de titel van de cursus(sen) alsook de indeling ervan in algemene vakken, technische vakken, bijzondere vakken, technische vakken en beroepspraktijk, cursussen psychologie, pedagogiek en methodiek, alsook het aantal lestijden die aan elk daarvan worden toebedeeld.

De titel van het vak, gepaard gaande met de indeling ervan, moet het mogelijk maken te bepalen op welk aantal leerlingen het aantal aanpassingseenheden berekend moet worden;

5° de indeling van de eenheid, volgens het geval :

— bij doorstromings- of kwalificatieeenheden van het secundair onderwijs;

— volgens de graad van het secundair onderwijs;

— volgens de categorie van hoger onderwijs, op eensluidend advies van de Hoge Raad van het onderwijs voor sociale promotie, uitgebracht vóór het indienen van het dossier ter goedkeuring, volgens het geval, bij de Regering van de Franse Gemeenschap of het Bestuur van het onderwijs voor sociale promotie.

De Hoge Raad brengt een advies uit in een termijn van tien kalenderdagen, te rekenen van de dag van de adviesaanvraag overgezonden door het vast secretariaat van de Overlegcommissie;

- 6° de eventuele pedagogische of veiligheidsaanbevelingen in verband met de samenstelling van groepen;
- 7° de eindkwalificaties;
- 8° docent(en) : leraar(s) en/of deskundige(n).

Wanneer het om een deskundige gaat, is het nodig het profiel te verduidelijken.

Wanneer het nodig is een leraar of een deskundige te werven, is het verkieslijk dat de leraar die moet worden geworven, overeenstemt met het profiel, bepaald in het pedagogisch dossier;

9° wanneer het om een opleidingseenheid « geïntegreerde proef » gaat, eventueel de maximumtermijn tussen het uitreiken van de attesten en de inaanmerkingneming ervan voor deelneming aan de geïntegreerde proef;

10° wanneer de opleidingseenheid onderwijswerkzaamheden omvat die bedoeld zijn in artikel 2, 4°, d, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 20 juli 1993 houdende algemene studieregeling van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type en van stelsel 1, het aantal lestijden voor die werkzaamheden die voor het uitreiken van de bekwaamheidsbewijzen in aanmerking komen.

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt met de volgende bepaling aangevuld : « 3° ertoe bijdragen de minimuminhoud van de opleidingseenheid te dekken. »;

2° § 2, lid 1 wordt door de volgende bepaling vervangen : « § 2. De opleidingseenheden « geïntegreerde proef », bedoeld in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 20 juli 1993 houdende algemene studieregeling van het secundair onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 of het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 20 juli 1993 houdende algemene studieregeling van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type en van stelsel 1, omvatten geen autonoom gedeelte ».

Art. 4. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 6. De finaliteiten en de doeleinden worden in inhouden uitgedrukt.

Deze worden volgens het geval uitgedrukt in kundigheden, specialistische kennis en/of bedrevenheid.

Na vaststelling van de vereiste voorafgaande kennis wordt de mogelijkheid gegeven om te bepalen dat sommige studiebewijzen ze kunnen vervangen.

In voorkomend geval kunnen finaliteiten en vereiste voorafgaande kennis beperkt blijven tot de verwijzing naar administratieve of reglementvereisten ».

Art. 5. In artikel 7, lid 1, van hetzelfde besluit worden de woorden « waarvan model in bijlage » vervangen door de woorden « of 8 bis — stage/geïntegreerde proef/Art. 117 van het decreet/afwisseling, waarvan modellen respectievelijk in bijlage 1 en in bijlage 3 ».

Art. 6. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 8. Het pedagogisch dossier van een afdeling omvat volgende elementen :

1° de benaming;

2° de algemene en bijzondere doeleinden,

3° de opsomming van de samenstellende opleidingseenheden van de afdeling;

4° de opsomming van de doorslaggevende eenheden bedoeld in artikel 2, 11° van bovenvermelde besluiten van de Franse Gemeenschap d.d. 20 juli 1993;

5° het studiebewijs dat uitgereikt wordt na afloop van de studie en eventueel doelt op een beroepsprofiel;

6° de aanbevelingen inzake de voorwaarden tot kapitalisatie van attesten van wetslagen in de samenstellende opleidingseenheden van de afdeling, en de onderlinge verbindingen;

7° de indeling van de afdeling, naar gelang van het geval :

— volgens de graad van het secundair onderwijs;

— volgens de categorie van hoger onderwijs, op eensluidend advies van de Hoge Raad van het Onderwijs voor sociale promotie, uitgebracht vóór het indienen van het dossier ter goedkeuring, volgens het geval, bij de Regering van de Franse Gemeenschap of het Bestuur van het onderwijs voor sociale promotie.

De Hoge Raad brengt advies uit binnen een termijn van 10 kalenderdagen te rekenen van de dag van de adviesaanvraag overgezonden door het vast secretariaat van de Overlegcommissie;

8° het beroepsprofiel, wanneer het gaat om een afdeling van het hoger onderwijs van het korte type met ten minste 1 200 lestijden onderwijswerkzaamheden.

Art. 7. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 10. De finaliteiten van de afdelingen worden in inhouden uitgedrukt :

In voorkomend geval kunnen bijzondere finaliteiten beperkt blijven tot de verwijzing naar administratieve en reglementvereisten.

Deze inhouden worden volgens het geval uitgedrukt in kundigheden, specialistische kennis en/of bedrevenheid ».

Art. 8. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 14. Elk onderwijsnet stelt de pedagogische dossiers voor in vier exemplaren en stuurt ze naar het Bestuur van het onderwijs voor sociale promotie.

De termijn van twintig kalenderdagen bedoeld in artikel 23 van dit besluit, alsmede de termijn van tien kalenderdagen bedoeld in de artikelen 4 en 8 van dit besluit, worden opgeschort tijdens de perioden bepaald in artikel 1, § 8 van het koninklijk besluit d.d. 15 januari 1974 genomen bij toepassing van artikel 160 van het besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, zoals gewijzigd.

Vanaf 1 september 1994 wordt de termijn van 20 kalenderdagen op 25 kalenderdagen gebracht ».

Art. 9. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 16. De opleidingsafdelingen en -eenheden van het onderwijs voor sociale promotie waarvoor nog geen referentiedossiers bestaan, goedgekeurd door de Regering op eensluidend advies van de overlegcommissie, worden al dan niet goedgekeurd, op grond van de in artikel 16 bedoelde pedagogische dossiers.

Die afdelingen of -eenheden worden voorlopig al dan niet goedgekeurd. De afdelingen hoger onderwijs met minder dan 750 lestijden onderwijsactiviteiten, buiten de stage, worden voorlopig al dan niet goedgekeurd op eensluidend advies van de overlegcommissie.

Delegatie wordt aan de Bestuursdirecteur van het Onderwijs voor Sociale Promotie verleend om deze opleidingsafdelingen of -eenheden voorlopig al dan niet goed te keuren.

Elke weigering van een opleidingsafdeling of -eenheid wordt behoorlijk gemotiveerd.

De beslissing wordt onverwijld aan het net, aan de inrichtende macht of aan het inrichtingshoofd in het geval van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap, meegedeeld.

Deze beslissing wordt onverwijld aan de Overlegcommissie medegedeeld, die ze ter sprake mag brengen. In dit geval wordt het onderzoek van dat dossier op de agenda van de werkzaamheden van bedoelde commissie geplaatst. Het onderzoek van de pedagogische dossiers van de afdelingen hoger onderwijs met minder dan 750 lestijden, bedoeld in dit artikel, wordt op de agenda van de werkzaamheden van de eerstvolgende vergadering van bedoelde commissie geplaatst.

Elke goedkeuring van een opleidingsafdeling of -eenheid wordt onverwijld aan de verschillende onderwijsnetten, bedoeld in artikel 13 van dit besluit, meegedeeld. Deze mededeling gaat gepaard met het opsturen van het volledig pedagogisch dossier, zoals goedgekeurd, aan de betrokken netten. Elk net mag, wat hem betreft, beslissen dat dit dossier voorlopig eveneens aangenomen wordt door zijn onderwijsnet.

Het geweigerde dossier van een opleidingsafdeling of -eenheid mag, na nieuw onderzoek, weer ingediend worden volgens de in de artikelen 13 en 14 van hetzelfde besluit bepaalde procedure» .

Art. 10. In artikel 19 van hetzelfde besluit worden de woorden « artikelen 20, 21, 22 en 23 » door de woorden « artikelen 20 en 22 » vervangen.

Art. 11. Artikel 20 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 20. Wanneer een inrichtende macht of een inrichtingshoofd, in het geval van het onderwijs van de Franse Gemeenschap beslist een opleidingsafdeling of -eenheid te programmeren waarvan het referentiedossier door de Regering werd goedgekeurd op eensluidend advies van de Overlegcommissie, stuurt hij enkel, in vier exemplaren, langs zijn net om, vóór de openingsdatum, naar het Bestuur van het onderwijs voor sociale promotie het vereenvoudigde document 8bis, het vereenvoudigde document 8ter of het vereenvoudigde document 8bis — stage/geïntegreerde proef/Art. 117 van het decreet/afwisseling, betreffende deze opleidingsafdeling of -eenheid (bijlage 4, bijlage 5 of bijlage 6). Het Bestuur neemt akte van die beslissing en viseert het vereenvoudigd document.

Dit document wordt gevoegd bij het volledig pedagogisch dossier dat ten zetel van de inrichting wordt bewaard ».

Art. 12. Artikel 21 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 21. Wanneer een inrichtende macht of een inrichtingshoofd, in het geval van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, beslist een opleidingsafdeling of -eenheid te programmeren waarvoor geen door de Regering op eensluidend advies van de Overlegcommissie goedgekeurd referentiedossier bestaat, maar waarvoor een voorlopig goedgekeurd referentiedossier bestaat voor het net waartoe de betrokken inrichting behoort, stuurt hij enkel, in vier exemplaren, langs zijn net om, vóór de openingsdatum, naar het Bestuur van het onderwijs voor sociale promotie het behoorlijk ingevulde vereenvoudigde document 8bis, het vereenvoudigde document 8ter of het vereenvoudigde document 8bis stage/geïntegreerde proef/Art. 117 van het decreet/afwisseling, betreffende deze opleidingsafdeling of -eenheid (bijlage 7, bijlage 8 of bijlage 9). Het bestuur neemt akte van die beslissing.

Dit document wordt gevoegd bij het volledig pedagogisch dossier dat ten zetel van de inrichting wordt bewaard ».

Art. 13. Artikel 22 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 14. Artikel 23 van hetzelfde besluit wordt artikel 22. Aan het einde van dit artikel worden de woorden « bestaande afdeling » vervangen door de woorden « bestaande structuur door middel van de vereenvoudigde documenten 8bis, 8ter of 8bis — stage/geïntegreerde proef/Art. 117 van het decreet/afwisseling, betreffende deze structuur ».

Art. 15. Artikel 24 van hetzelfde besluit wordt artikel 23. In dit artikel worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° de woorden « of in artikel 22, lid 1 » worden geschrapt;
- 2° de woorden « wanneer de termijn van 20 dagen, vermeld in artikel 14 of in artikel 20 » worden door de woorden « wanneer, volgens het geval, de in artikel 14 vermelde termijn van twintig of vijftwintig kalenderdagen » vervangen;
- 3° een tweede lid dat luidt als volgt, wordt toegevoegd : « In afwijking van het voorafgaande lid mogen de afdelingen van hoger onderwijs die minstens 750 lestijden onderwijswerkzaamheden buiten de stages omvatten, eerst geopend worden zodra de inrichtende macht of het inrichtingshoofd, in het geval van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, in het bezit is van het geïntegreerde document zoals vermeld in artikel 16, lid 1.

Art. 16. De artikelen 25 en 26 van hetzelfde besluit worden respectievelijk de artikelen 24 en 25.

Art. 17. Dit besluit heeft uitwerking op 15 mei 1994.

Brussel, 26 april 1994.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

ENSEIGNEMENT DE PROMOTION SOCIALE - REGIME 1Annexe 1.1.
Bijlage 1.1.DOCUMENT 8 bisDOSSIER PEDAGOGIQUEUNITE DE FORMATION

Demande d'ouverture d'une unité de formation sur la base d'un dossier pédagogique / réseau n'ayant encore fait l'objet d'aucune approbation .

1. La présente demande émane du :

(1) Pouvoir organisateur : (2)

(1) Directeur (-trice) de l'Institut pour la Communauté française : (2)
et se rapporte à l'établissement suivant :

dénomination (2) Date et signature du chef d'établissement de la C.F.
adresse complète ou du représentant du P.O subventionné : (1) (2)

..... (2)

n° de matricule (2)

n° de téléphone (2)

2 Transmis en date du (3) par le réseau

(1) Communauté française

(1) Libre - confessionnel

(1) Provincial et communal

(1) - non confessionnel

3 Intitulé de l'unité de formation

Code (4)

..... (2)

4 Finalités de l'unité de formation repris en annexe 1 n° de page(s) (2)

5 Capacités préalables requises repris en annexe 2 n° de page(s) (2)

6 Classement de l'unité de formation

(1) enseignement secondaire transition (1) qualification (1)
degré inférieur (1) supérieur (1)

(1) Catégorie de l'enseignement supérieur de type court (2)

(1) Catégorie de l'enseignement supérieur de type long (2)

7 Recommandations particulières pour la constitution des groupes ou le regroupement

Repris en annexe n° 3 de page(s) (2)

8 Programme de (des) cours Repris en annexe n° 4 de page(s) (2)

9 Fixation des capacités terminales Repris en annexe n° 5 de page(s) (2)

10 Chargé (s) de cours Repris en annexe n° 6 de page(s) (2)

(1) Effacer les mentions inutiles ou cocher

(2) A compléter

(3) A compléter par le Secrétaire permanent

(4) Réserve à l'administration

Annexe 2.2.
Bijlage 2.2.

Code de la section : (4)

8 Modalités de capitalisation : repris en annexe n° 2 de page(s) (2)

9 Réservé au Service d'Inspection

a Observation(s) du (des) Inspecteur(s) concerné(s) relative(s) au dossier pédagogique [annexe(s) éventuelle(s)] :

b Decision de l'Administrateur pédagogique relative au dossier pédagogique :
ACCORD PROVISOIRE - PAS D'ACCORD (1)

En cas de décision négative, motivation de cette dernière

Date

Signature

ENSEIGNEMENT DE PROMOTION SOCIALE - REGIME 1

Annexe 3.1.
Bijlage 3.1.

DOCUMENT 8 bis - STAGE / Epreuve intégrée / Application de l'art 117 du décret / Alternance (1)

DOSSIER PEDAGOGIQUE

UNITE DE FORMATION

Demande d'ouverture d'une unité de formation sur la base d'un dossier pédagogique / réseau n'ayant encore fait l'objet d'aucune approbation .

1. La présente demande émane du :

(1) Pouvoir organisateur : (2)

(1) Directeur (-trice) de l'Institut pour la Communauté française : (2)
et se rapporte à l'établissement suivant :

dénomination (2) Date et signature du chef d'établissement de la C.F
adresse complète ou du représentant du P.O. subventionné : (1) (2)
n° de matricule (2)
n° de téléphone (2)

2. Transmis en date du : (3) par le réseau :

(1) Communauté française (1) Libre - confessionnel
 (1) Provincial et communal (1) - non confessionnel

3. Intitulé de la formation :

Code : (4)

Stage / Epreuve intégrée / Application de l'art 117 du Décret / Alternance... (1)
..... suivi de l'intitulé de la section / de l'unité de formation (2)

4. Finalités de l'unité de formation : repris en annexe 1 n° de page(s) (2)

5. Capacités préalables requises : repris en annexe 2 n° de page(s) (2)

6. Classement de l'unité de formation :

(1) enseignement secondaire : transition (1) qualification (1)
degré inférieur (1) supérieur (1)

(1) Catégorie de l'enseignement supérieur de type court : (2)

(1) Catégorie de l'enseignement supérieur de type long : (2)

7. Programme du stage / de l'épreuve intégrée / application de l'art 117 du décret / alternance . (1)

7.1 pour les étudiants Repris en annexe n° 3 de page(s) (2)

7.2. pour le personnel chargé de l'encadrement : Repris en annexe n° 4 de .. page(s) (2)

8 Fixation des capacités terminales Repris en annexe n° 5 de .. page(s) (2)

9 Chargé (s) de cours Repris en annexe n° 6 de .. page(s) (2)

(1) Biffer les mentions inutiles ou cocher
(2) A compléter
(3) A compléter par le Secrétaire permanent
(4) Réservé à l'Administration

Annexe 3.2.
Bijlage 3.2.

10. Horaire de l'unité de formation :

Code de l'unité de formation : (4)

10.1 Etudiant : périodes (5)

10.2 Encadrement

Dénomination des cours (2)	classement des cours (6)	code U (7)	nombre de périodes par élève /par groupe d'élèves (1) (5) (8)
.....
.....
.....
.....
.....
<i>Total des périodes</i>		

11. Réserve au Service d'Inspection

a. Observation(s) du (des) Inspecteur(s) concerné(s) relatives au dossier pédagogique [annexe(s) éventuelle(s)] :

b. Décision de l'Administrateur pédagogique relative au dossier pédagogique
ACCORD PROVISOIRE - PAS D'ACCORD (1)

En cas de décision négative, motivation de cette dernière

Date

Signature

(1) Biffer les mentions inutiles ou cocher
(2) A compléter
(4) Réserve à l'administration
(5) 1 période = 50 minutes
(6) Soit CG, CS, CT, CTPP, PP ou CPPM
(7) Soit A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, V
(8) Le total de ces périodes sera prélevé sur la dotation de périodes

ENSEIGNEMENT DE PROMOTION SOCIALE - REGIME I - DEMANDE D'OUVERTUREDOCUMENT 8 bis SIMPLIFIEUNITÉ DE FORMATION

Demande d'ouverture d'une unité de formation organisée sur la base d'un dossier de référence approuvé par le Gouvernement de la Communauté française sur avis conforme de la Commission de concertation

Date d'ouverture prévue au plus tôt le : (2)

1. La présente demande émane du :

- (1) Pouvoir organisateur : (2)
 (1) Directeur (-trice) de l'Institut pour la Communauté française : (2)
 et se rapporte à l'établissement suivant :

dénomination : (2) Date et signature du chef d'établissement de la C.F.
 adresse complète : ou du représentant du P.O. subventionné : (1) (2)
 (2)
 n° de matricule (2)
 n° de téléphone (2)

2. Transmis en date du : (3) par le réseau :

- (1) Communauté française (1) Libre - confessionnel
 (1) Provincial et communal (1) - non confessionnel

3. Intitulé de l'unité de formation : (2)
 Classement de l'unité de formation : (2)

Code : (2)

4. (1) Passage de la (des) section(s) de régime 2 (2) {
 intitulé(s) (2) { au
 n°(s) administratif(s) (cf doc 2) (2) date(s) de fermeture définitive (2) { régime 1
 (1) Passage (des) de l'unité(s) de formation de régime I approuvée(s) à titre (2) { définitif
 provisoire et qui a (ont) été activée(s) (2)
 code(s) n° (2)
 n° dossier(s) (2)
 (1) Programmation

Réserve à l'Administration

5. Prend acte

Date

Signature

Le Directeur d'Administration,

F. De Laet

Reçu le

N° dossier

ENSEIGNEMENT DE PROMOTION SOCIALE - REGIME 1 - DEMANDE D'OUVERTURE

DOCUMENT 8 ter SIMPLIFIE

SECTION

Demande d'ouverture d'une section organisée sur la base d'un dossier de référence approuvé par le Gouvernement de la Communauté française sur avis conforme de la Commission de concertation.

Date d'ouverture prévue au plus tôt le : (2)

1. La présente demande émane du :
- (1) Pouvoir organisateur (2)
 - (1) Directeur (-trice) de l'Institut pour la Communauté française : (2)
- et se rapporte à l'établissement suivant :
- dénomination : (2) Date et signature du chef d'établissement de la C.F.
 adresse complète : ou du représentant du P.O. subventionné : (1) (2)
- n° de matricule : (2)
 n° de téléphone : (2)

2. Transmis en date du : (3) par le réseau :
- (1) Communauté française
 - (1) Provincial et communal
 - (1) Libre - confessionnel
 - (1) - non confessionnel

3. Intitulé de la section : (2)
 Classement de la section : (2)

Code : (2)

4. Unités constitutives de la section

Intitulés	Classement de l'UF	Code	Unités déterminantes	Date d'ouverture prévue

5. (1) Passage progressif - non progressif (1) de la (des) section(s) de régime 2
 intitulé(s) (2) {
 n°(s) administratif(s) (cf doc 2) (2) date(s) de fermeture définitive (2) {
 (1) Passage de la section / des UF de régime 1 approuvée(s) à titre provisoire { régime 1
 code(s) n° (2) { définitif
 n° dossier(s) (2) {
 (1) Programmation

Réservé à l'Administration

6. Prend acte

Date

Signature :
Le Directeur d'Administration,

F. De Laet

Reçu le

N° dossier

(1) Biffer la mention inutile ou cocher
 (2) A compléter
 (3) A compléter par le Secrétaire permanent

ENSEIGNEMENT DE PROMOTION SOCIALE - REGIME 1 - DEMANDE D'OUVERTUREDOCUMENT 8 bis Stage / Epreuve intégrée / Application de l'art 117 du Décret / Alternance SIMPLIFIE (1)UNITE DE FORMATION

Demande d'ouverture d'une unité de formation organisée sur la base d'un dossier de référence approuvé par le Gouvernement de la Communauté française sur avis conforme de la Commission de concertation

Date d'ouverture prévue au plus tôt le : (2)

1. La présente demande émane du :

- (1) Pouvoir organisateur : (2)
 (1) Directeur (-trice) de l'Institut pour la Communauté française (2)
 et se rapporte à l'établissement suivant
 dénomination (2) Date et signature du chef d'établissement de la C.F.
 adresse complète ou du représentant du P.O. subventionné (1)(2)
 (2)
 n° de matricule (2)
 n° de téléphone (2)

2. Transmis en date du : (3) par le réseau

- (1) Communauté française (1) Libre - confessionnel
 (1) Provincial et communal (1) - non confessionnel

3. Intitulé de l'unité de formation : *Stage / Epreuve intégrée / Application de l'art 117 du Décret / Alternance* (1) suivi de l'intitulé de la section / de l'UF (2)
 Classement de l'unité de formation (2)

Code (2)

4. (1) Passage de la(des) section(s) de régime 2 (2) { au
 intitulé(s) (2) { régime I
 n°(s) administratif(s) (cf doc 2) (2) date(s) de fermeture définitive (2) { définitif
 (1) Passage de l'unité de formation de régime I approuvée à titre provisoire et qui a été activée {
 code n° (2)
 n° dossier (2)
 (1) Programmation

Réservé à l'Administration

5. Prend acte

Date

Signature

Le Directeur d'Administration.

F. De Laet

Reçu le ..

N° dossier

(1) Biffer la mention inutile ou cocher
 (2) A compléter
 (3) A compléter par le Secrétaire permanent

Annexe 7
Bijlage 7ENSEIGNEMENT DE PROMOTION SOCIALE - REGIME 1 - DEMANDE D'OUVERTUREDOCUMENT 8 bis SIMPLIFIEUNITE DE FORMATION

Demande d'ouverture d'une unité de formation organisée sur la base d'un dossier de référence / réseau ayant déjà fait l'objet d'une approbation provisoire.

Date d'ouverture prévue au plus tôt le : (2)

1. La présente demande émane du :

- (1) Pouvoir organisateur : (2)
 (1) Directeur (-trice) de l'Institut pour la Communauté française : (2)
 et se rapporte à l'établissement suivant :

dénomination (2) Date et signature du chef d'établissement de la C.F.
 adresse complète ou du représentant du P.O. subventionné : (1) (2)
 (2)
 n° de matricule (2)
 n° de téléphone (2)

2 Transmis en date du : (3) par le réseau :

- (1) Communauté Française (1) Libre - confessionnel
 (1) Provincial et communal (1) - non confessionnel

3 Intitulé de l'unité de formation : (2)
 Classement de l'unité de formation : (2)

Code : (2)

- 4 (1) Passage de la (des) section(s) de régime 2
 intitulé(s) : {
 (2) { au
 n°(s) administratif(s) (cf doc 2) (2) date(s) de fermeture définitive (2) { régime I
 { provisoire
 (1) Programmation

Réservé à l'Administration

5 Prend acte

Date

Signature :

Le Directeur d'Administration,

F De Laet

Reçu le

N° dossier

(1) Biffer la mention inutile ou cocher
 (2) A compléter
 (3) A compléter par le Secrétaire permanent

ENSEIGNEMENT DE PROMOTION SOCIALE - REGIME 1 - DEMANDE D'OUVERTUREDOCUMENT 8 ter SIMPLIFIESECTION

Demande d'ouverture d'une section organisée sur la base d'un dossier de référence / réseau ayant déjà fait l'objet d'une approbation provisoire .

Date d'ouverture prévue au plus tôt le : (2)

1. La présente demande émane du :

- (1) Pouvoir organisateur : (2)
 (1) Directeur (-trice) de l'Institut pour la Communauté française : (2)

et se rapporte à l'établissement suivant :

dénomination : (2) Date et signature du chef d'établissement de la C.F.
 adresse complète : ou du représentant du P.O. subventionné : (1) (2)
 n° de matricule : (2)
 n° de téléphone : (2)

2. Transmis en date du : (3) par le réseau :

- (1) Communauté Française (1) Libre - confessionnel
 (1) Provincial et communal (1) - non confessionnel

3. Intitulé de la section : (2)

Classement de la section : (2)

Code : (2)

4. Unités constitutives de la section

<u>Intitulés</u>	<u>Classement de l'UF</u>	<u>Code</u>	<u>Unités déterminantes</u>	<u>Date d'ouverture prévue</u>
<i>Tableau à compléter au dos si nécessaire</i>				

5. (1) Passage progressif - non progressif (1) de la (des) section(s) de régime 2 { au
 intitulé(s) : (2) { régime 1
 n°(s) administratif(s) (cf doc 2) (2) date(s) de fermeture définitive (2) { provisoire

(1) Programmation

Réservé à l'Administration

6. Prend acte

Date

Signature
 Le Directeur d'Administration,

F De Laet

Reçu le

N° dossier

(1) Biffer la mention inutile ou cocher

(2) À compléter

(3) À compléter par le Secrétaire permanent

ENSEIGNEMENT DE PROMOTION SOCIALE - REGIME 1 - DEMANDE D'OUVERTUREDOCUMENT 8 bis Stage / Epreuve intégrée / Application de l'art 117 du Décret / Alternance SIMPLIFIE (1)UNITE DE FORMATION

Demande d'ouverture d'une unité de formation organisée sur la base d'un dossier de référence / réseau ayant déjà fait l'objet d'une approbation provisoire .

Date d'ouverture prévue au plus tôt le (2)

1. La présente demande émane du :

(1) Pouvoir organisateur : (2)

(1) Directeur (-trice) de l'Institut pour la Communauté française : (2)

et se rapporte à l'établissement suivant :

dénomination (2) Date et signature du chef d'établissement de la C.F

adresse complète ou du représentant du P.O. subventionné : (1) (2)

..... (2)

n° de matricule (2)

n° de téléphone (2)

2. Transmis en date du : (3) par le réseau

(1) Communauté Française

(1) Libre - confessionnel

(1) Provincial et communal

(1) - non confessionnel

3 Intitulé de l'unité de formation

Stage / Epreuve intégrée / Application de l'art 117 du Décret /

Alternance (1) suivi de l'intitulé de la section / de l'UF..... (2)

Classement de l'unité de formation (2)

Code : (2)

4 (1) Passage de la (des)-section(s) de régime 2

intitulé(s)

..... (2)

n°(s) administratif(s) (cf doc 2) (2) date(s) de fermeture définitive (2)

{
au
régime 1
provisoire
}

(1) Programmation

Réservé à l'Administration

5 Prend acte

Date

Signature

Le Directeur d'Administration,

F De Laet

Reçu le .

N° dossier

(1) Biffer la mention inutile ou cocher

(2) A compléter

(3) A compléter par le Secrétaire permanent